



arendt entreprises

arendt

Les midis de l'Entreprise

Séminaire

Arendt House

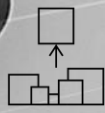
11 octobre 2023

arendt.com

CONFIDENTIALITY REMINDER

This document is confidential and is intended solely for its recipient.
Do not distribute outside your organisation.





arendt entreprises

arendt

Préservation des entreprises et modernisation du droit de la faillite

Vos contacts/orateurs



Fouzia Benyahia
Counsel

Corporate, M&A, PE
Restructuring &
Insolvency



Sébastien Binard
Partner

Corporate, M&A, PE
Restructuring &
Insolvency

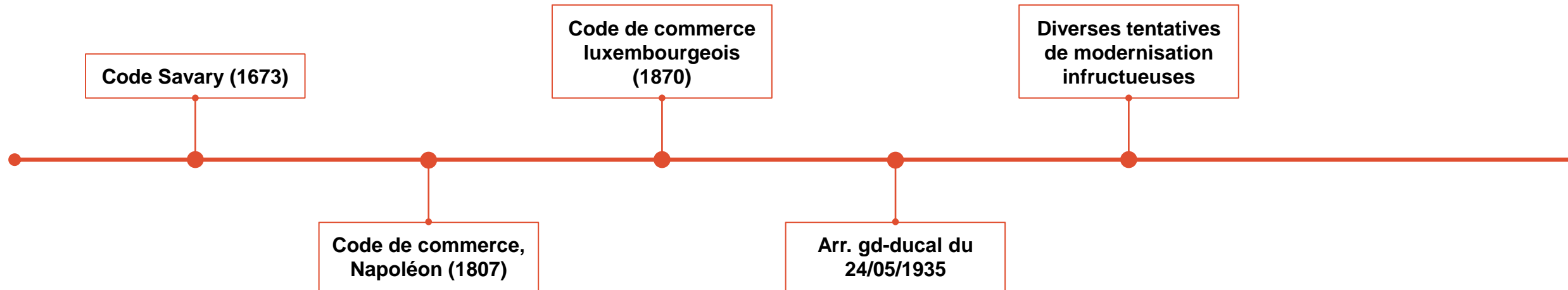


Evelyne Lordong
Counsel

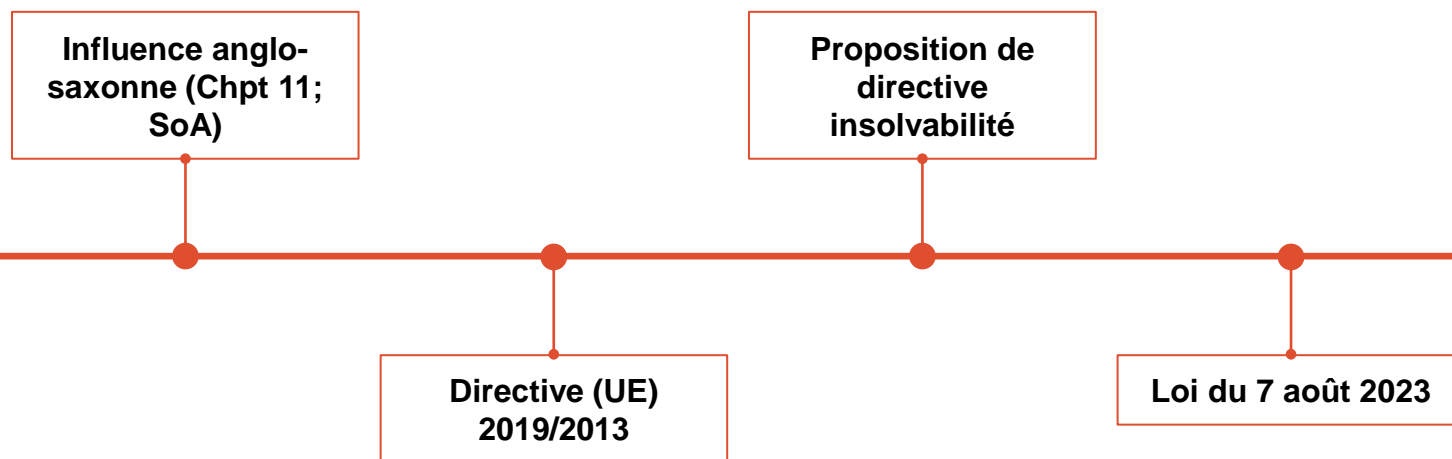
Litigation
Restructuring &
Insolvency

arendt.com

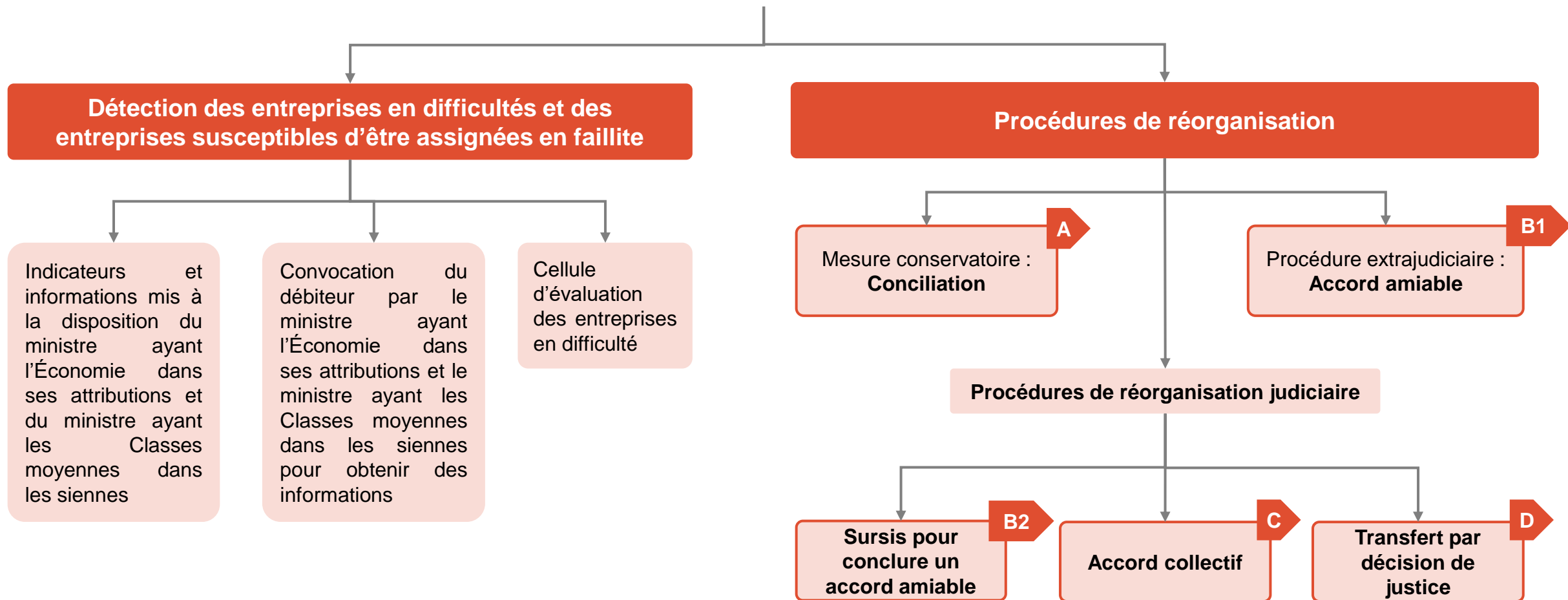
Une évolution nécessaire et inévitable de notre droit de l'insolvabilité



Une évolution nécessaire et inévitable de notre droit de l'insolvabilité



Mesures pour éviter la procédure de faillite

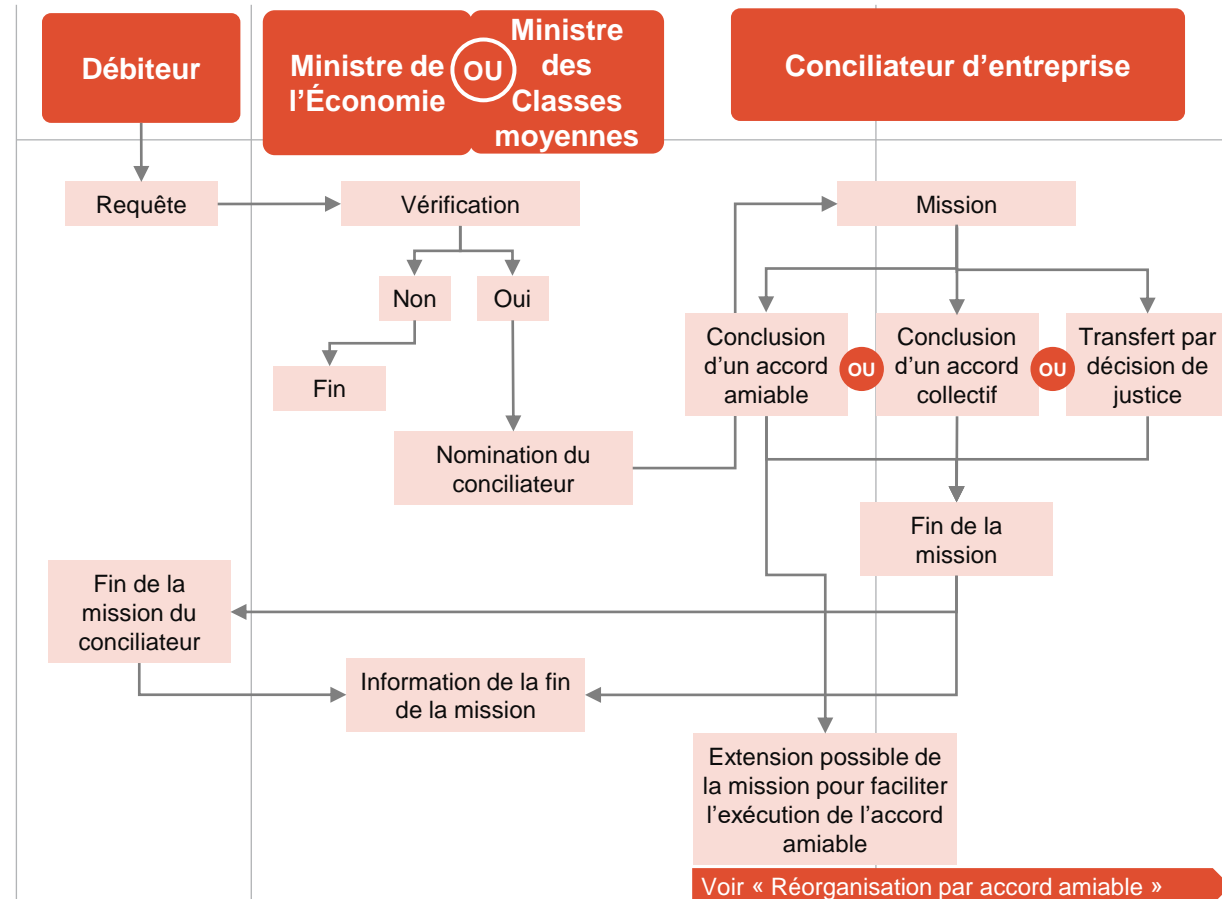


Conciliation

(art. 9)

Quoi ? Mesure conservatoire en vertu de laquelle un conciliateur d'entreprise est nommé en vue de faciliter la réorganisation de tout ou partie des actifs ou activités du débiteur

Qui/Quand ? À la demande du débiteur

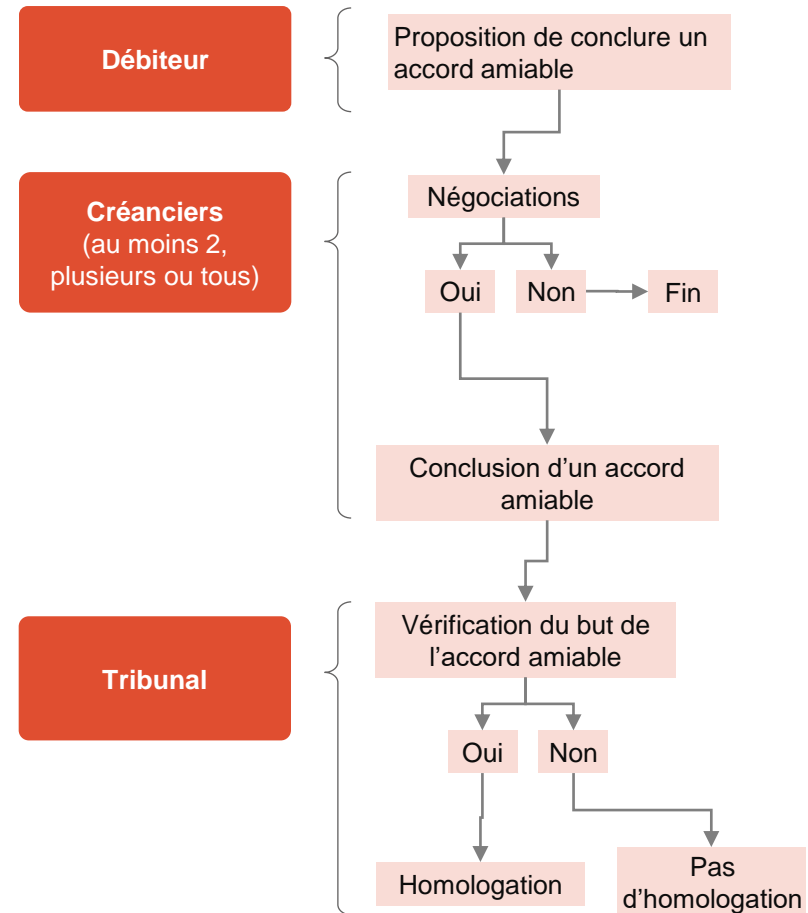


Réorganisation par accord amiable

(Art. 11, 12 et suivants)

Quoi ? Procédure (extra)judiciaire en vertu de laquelle un accord amiable est conclu entre le débiteur et ses créanciers en vue de la réorganisation de tout ou partie des actifs ou activités du débiteur

Qui/quand ? À la demande du débiteur



Nomination d'un mandataire de justice

(art. 10 & 22)

Quoi ? Mesure spécifique et limitée dans le temps afin de préserver la continuité de l'entreprise et d'assister le débiteur

En dehors d'une procédure de réorganisation judiciaire (art. 10)

Dans le cadre d'une procédure de réorganisation judiciaire (art. 22)

Quand ?

- + Continuité de l'entreprise menacée par des manquements graves et caractérisés du débiteur ou de l'un de ses organes
- + Nomination de nature à préserver cette continuité

CAS 1

Quand ?

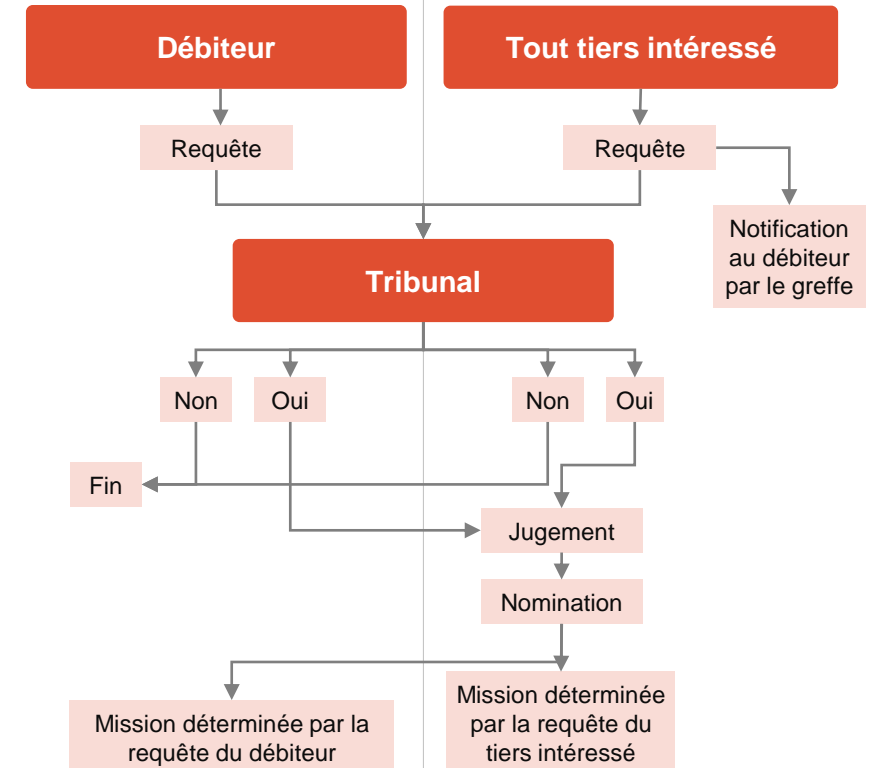
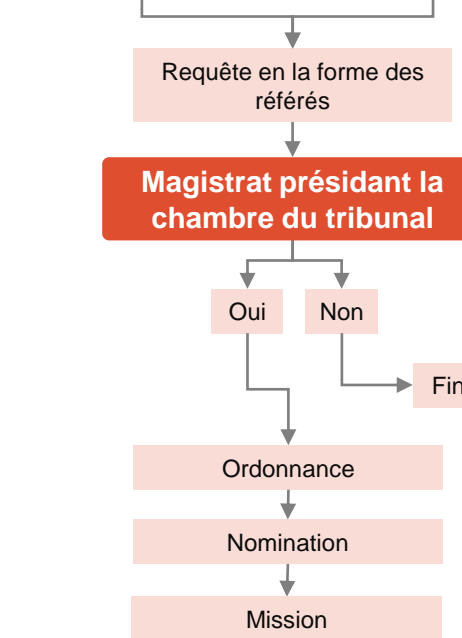
- + Nomination utile pour atteindre les fins de la procédure
- + Demande du débiteur

CAS 2

Qui initie ?

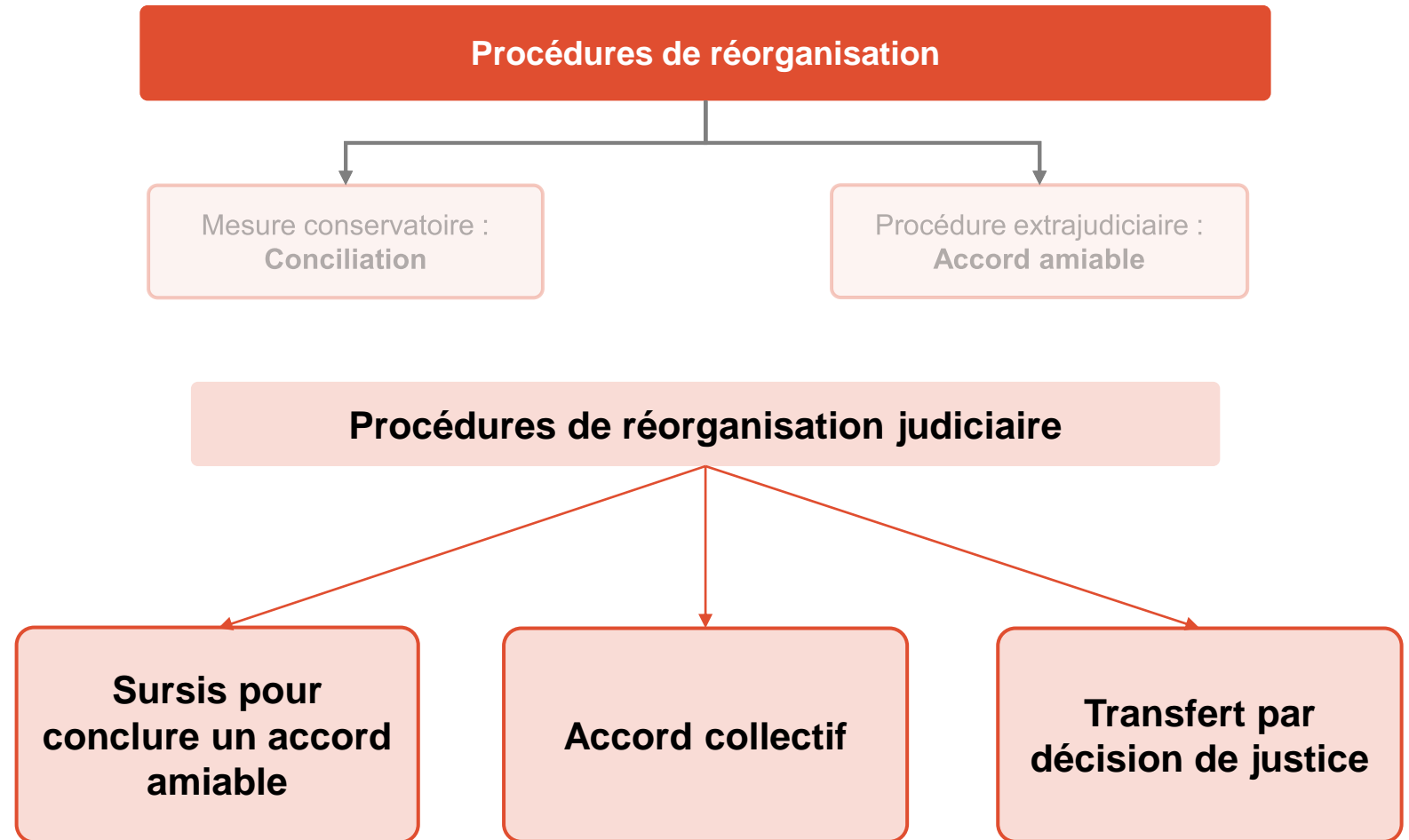


Procédure



La réorganisation judiciaire

Objectifs de la procédure de réorganisation judiciaire



La réorganisation judiciaire

Dispositions communes aux trois objectifs de la procédure de réorganisation judiciaire

Qui ?
Débiteur

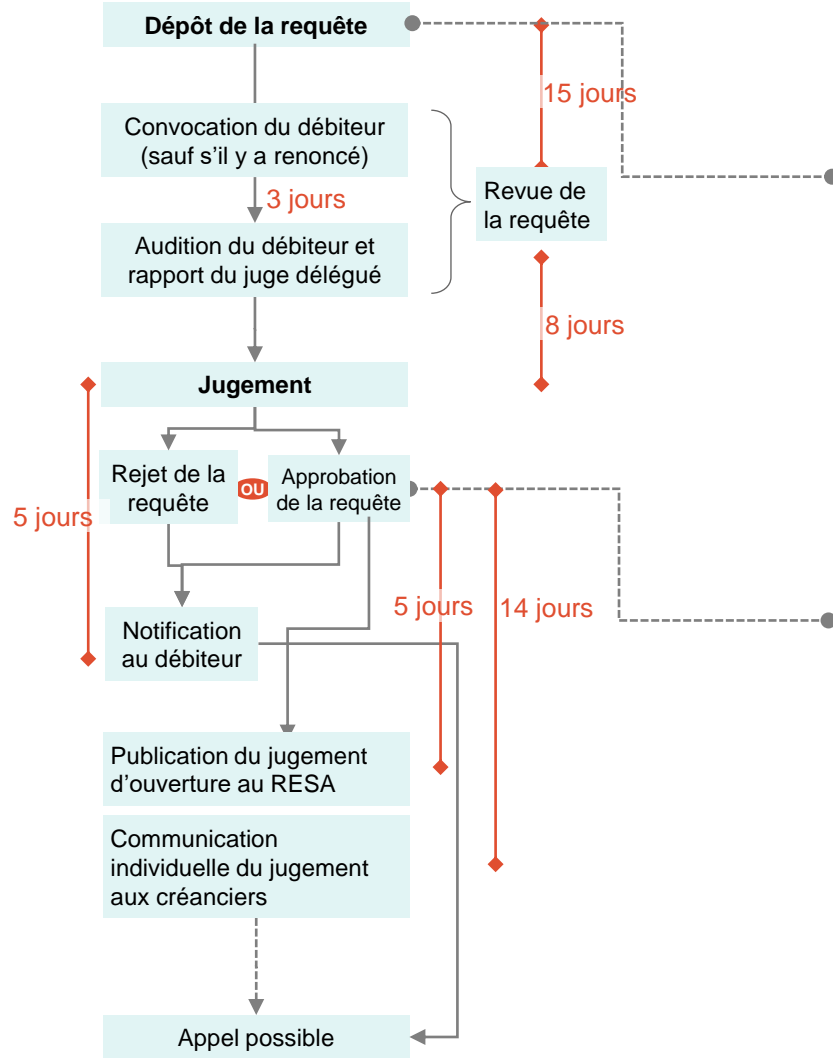
Tribunal

Greffe

Débiteur

Débiteur
OU
Procureur d'État

Procédure

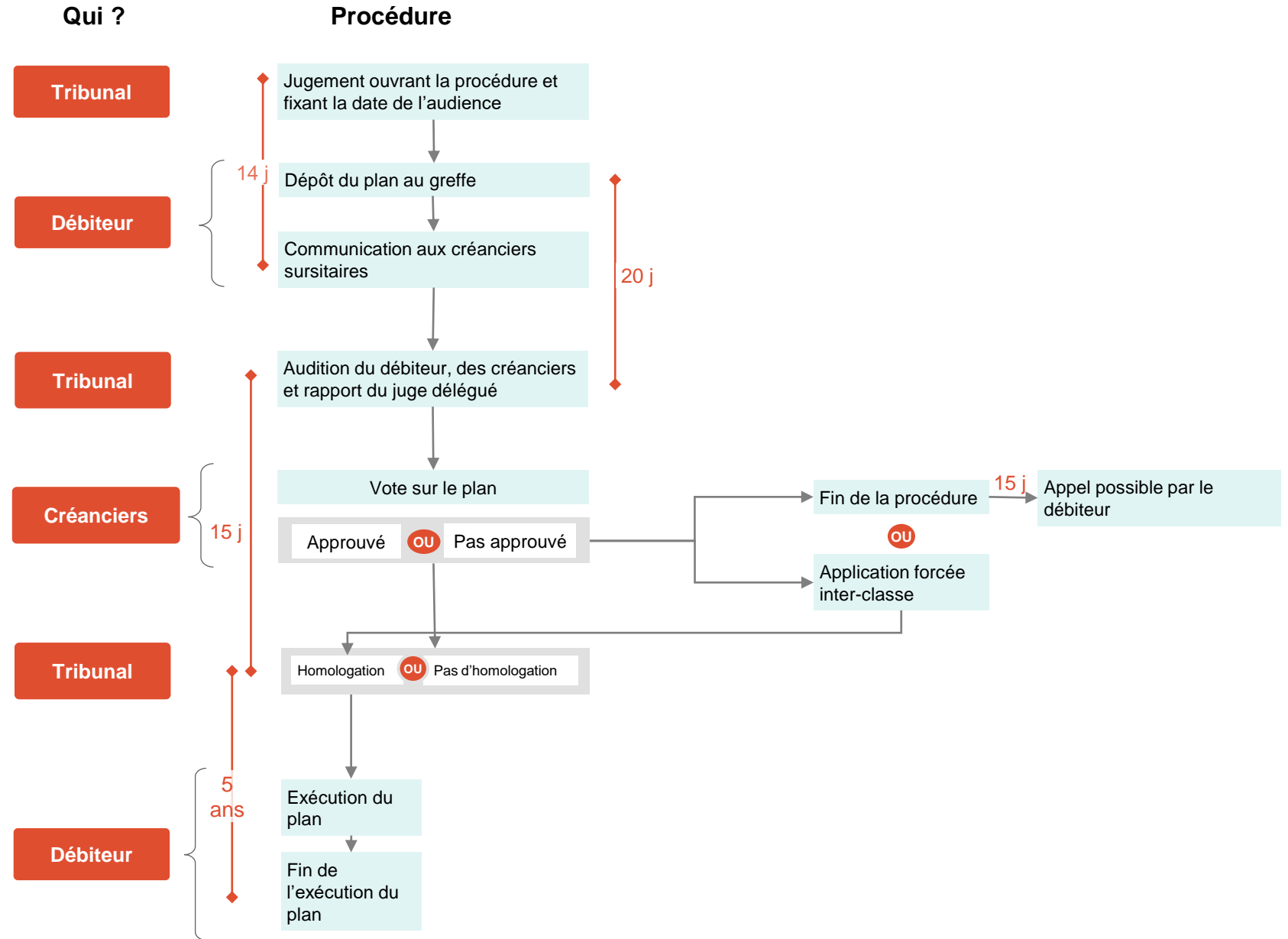


- Effets**
- Pas de déclaration de faillite
 - Suspension de l'obligation de déposer une demande de mise en faillite
 - Pas de réalisation de biens meubles ou immeubles (sauf exceptions)

- Effets**
- Fixation d'un sursis
 - Nomination optionnelle d'un mandataire de justice ou d'un administrateur provisoire

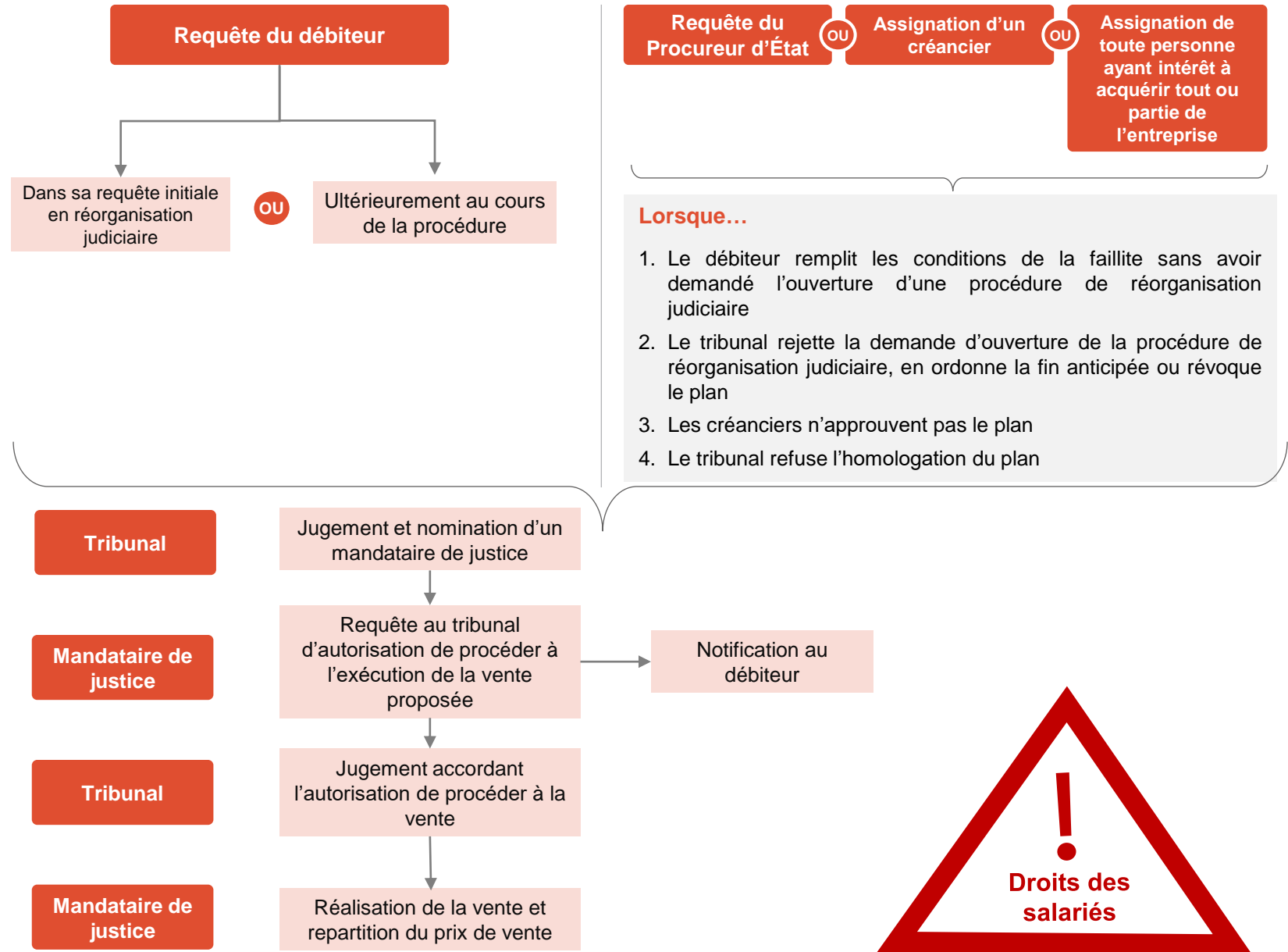
La réorganisation judiciaire

La réorganisation judiciaire par accord collectif



La réorganisation judiciaire

Réorganisation judiciaire par transfert par décision de justice



Save the date

-

Jeudi 9 novembre à 12h30

Séminaire sur l'intelligence artificielle
et le droit du travail

Vos contacts/orateurs



Fouzia Benyahia
Counsel
Corporate, M&A, PE
Restructuring & Insolvency
fouzia.benyahia@arendt.com
+352 40 78 78 7693



Sébastien Binard
Partner
Corporate, M&A, PE
Restructuring & Insolvency
sebastien.binard@arendt.com
+352 40 78 78 524



Evelyne Lordong
Counsel
Litigation
Restructuring & Insolvency
evelyne.lordong@arendt.com
+352 40 78 78 252

